

Justin Favrod, historien, éditeur de *Passé simple*, Pully

## **Passé simple à l'école**

**Né en décembre 2014, le mensuel historique romand destiné au grand public ne s'est pas imposé comme support de cours d'histoire. Pas encore ?**

En Suisse romande, on avait coutume de dire que les agriculteurs mettaient *Agri Hebdo* dans leur bureau et *Le Sillon romand* (devenu depuis lors *Terre et Nature*) dans leur salon. Peut-on appliquer la formule au corps enseignant d'histoire en remplaçant la première revue par *Didactica historica* et la seconde par *Passé simple*? Responsable du mensuel depuis le numéro de lancement publié en décembre 2014, j'en rêve. Mais je dois répondre par la négative. Il m'est certes difficile de déterminer qui sont et que font les quelque 2 700 personnes qui ont contracté un abonnement à *Passé simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie*. Cependant, les informations ponctuelles que j'ai pu glaner au fil du temps m'ont convaincu que l'écrasante majorité des abonné-e-s aiment l'histoire, mais n'en ont pas fait leur métier. Certes, bien des bibliothèques scolaires ont commandé un abonnement et j'ai identifié quelques enseignant-e-s d'histoire dans le fichier. Toutefois, la majorité des enseignants de cette discipline en Suisse romande n'ont pas jugé le mensuel indispensable à l'exercice de leur profession. Il en va de même des élèves et aussi des étudiant-e-s universitaires en histoire, histoire de l'art ou archéologie. Ces catégories sont représentées de façon très marginale parmi les destinataires réguliers de la revue.

**Pourquoi un manque d'intérêt de la part des enseignants ?**

Ce manque d'adhésion s'explique. *Passé simple* a pour devise : « *C'est arrivé près de chez vous, mais*

*avant vous* ». Dans un numéro, on trouve souvent un ou deux articles consacrés à des événements de l'histoire suisse. En revanche, la plupart des contributions portent sur des faits ou phénomènes locaux, en lien avec la Suisse romande. Les lieux ou les protagonistes évoqués se trouvent généralement en Suisse francophone. Or les programmes scolaires laissent peu de place à l'histoire suisse et pratiquement aucune à l'histoire cantonale et locale. Il s'ensuit qu'une revue française comme *L'Histoire* fournit aux pédagogues davantage de matière utilisable dans leur enseignement que *Passé simple*.

### **Solutions nationales**

À l'avenir, les pressions politiques pourraient avoir un impact sur le contenu de l'enseignement de l'histoire. Alors que les identités reviennent à la mode et se mettent à servir de fonds de commerce à certains partis, les élus, dans un éventail de plus en plus large, se demandent s'il ne serait pas utile de recentrer l'enseignement historique sur la Confédération et les cantons. Malgré l'unification de l'enseignement de l'histoire voulu par HarmoS, on voit des initiatives cantonales fleurir çà et là : le Valais s'est doté d'un ouvrage scolaire destiné à enseigner l'histoire cantonale. Une initiative significative, mais inaboutie : le nombre de périodes réservé à l'usage de cet ouvrage est très restreint et n'est pas garanti sur le long terme. Vaud, de son côté, travaille à produire des moyens d'enseignement sur l'histoire vaudoise. Ces signes venus du monde scolaire et politique reflètent un regain d'intérêt pour l'histoire locale dans toute la population.

Cette tension naissante entre histoire locale et « universelle » à l'école ne me semble pas

souhaitable. Elle n'est pas pertinente. Faut-il choisir? *Passé simple* au fil de ses numéros a montré combien l'histoire romande est en lien constant avec le reste du monde. Tel article raconte le destin d'un Vaudois qui réforme l'agriculture en Guyane française. Tel autre évoque les tribulations de Mussolini en Suisse. Il arrive également bien souvent que la grande histoire se construise peu ou prou en Suisse. C'est ainsi que Genève accueille le congrès constitutif de la Première Internationale en 1866, comme le rappelle le numéro de *Passé simple* de septembre dernier. De tous temps, l'histoire du monde et celles de nos régions sont étroitement mêlées. Au moment du lancement du mensuel, je n'avais pas pressenti si fortement les liens entre le global et notre local. Après vingt numéros publiés, ces liens sont devenus une évidence. Ils s'expliquent sans doute par de multiples causes. Le Plateau et les Alpes constituent des lieux de passage dès la Préhistoire. Puis, à plusieurs périodes, la Suisse ne parvient pas à nourrir ses enfants: de nombreuses personnes tentent alors l'aventure aux quatre coins du monde. Enfin, le système politique particulier de notre pays et sa neutralité en ont fait un lieu de refuge pour les proscrits de tous bords. Ces conditions induisent que notre histoire locale n'a rien de provincial.

Il n'est pratiquement pas un sujet historique, européen en tout cas, qu'on ne puisse mettre étroitement en relation avec l'histoire romande ou suisse. Une comparaison constante peut contribuer à éclairer l'histoire générale par l'histoire locale et réciproquement. Quelques enseignants du secondaire II utilisent parfois *Passé simple* dans leurs cours. Il semble en revanche que le ton et l'écriture du mensuel ne conviennent pas aux classes du secondaire I. Plusieurs témoignages me l'ont confirmé. Selon plusieurs maîtres secondaires, le niveau de connaissances requis pour lire un article ne permet pas de l'utiliser tel quel. Il reste que *Passé simple* peut fournir aux enseignants des illustrations locales à des événements ou à des phénomènes plus vastes. De manière plus anecdotique, il peut aussi contribuer à fournir des idées de sorties grâce à la balade historique qu'il propose chaque mois.

## Objectifs de *Passé simple*

Vous l'aurez compris: l'enseignement de l'histoire n'a jamais constitué l'objectif premier du mensuel. Si c'était son objectif, il ne serait pas économiquement viable sans subventions. L'illustration abondante et la volonté de privilégier en général l'anecdote pour raconter l'histoire ne répondent pas à une volonté pédagogique, mais à l'idéal classique selon lequel il faut plaire en instruisant et informer en amusant. C'est le présupposé de Jean de La Fontaine qui, à chaque détour d'un livre de fables, rappelle l'importance de plaire pour instruire. Ainsi il convient de raconter des histoires:

*« Si Peau d'âne m'était conté, / J'y prendrais un plaisir extrême, / Le monde est vieux, dit-on: je le crois, cependant / il le faut amuser encor comme un enfant ».*

J'ai testé sur moi l'efficacité de cette maxime. Ayant quelques lumières sur l'Antiquité et les débuts du Moyen Âge, je n'avais qu'une idée diffuse de l'histoire moderne et contemporaine. Une connaissance semée de lacunes. Par petites touches, au fil des numéros, je me suis forgé une bien meilleure idée de ces périodes et pallié ainsi bien des déficiences. En outre, les réactions éparses me montrent l'importance d'organiser les articles en récits, l'histoire en histoires pour capter l'intérêt. Ce sont les textes ainsi agencés et les balades historiques qui rencontrent le plus d'échos positifs. À ce titre, *Passé simple* comble un vide laissé par l'enseignement: autrefois, l'enseignement de l'histoire avait comme premier objectif de fournir une culture générale. Il est aujourd'hui davantage tourné vers la construction d'un esprit critique et l'élaboration d'une méthode de travail. On peut d'ailleurs se demander si ces objectifs ne pourraient pas être reliés pour le plus grand profit des élèves.

## Lectorat

Il reste que le lectorat de *Passé simple* est en grande majorité d'un certain âge: le recours au papier et le prix de l'abonnement (90 francs par an) n'a guère incité les plus jeunes à s'abonner. Et lorsqu'un parent le leur offre, bien souvent ils ne reprennent

pas l'abonnement à leur compte l'année suivante. Si le lectorat a ainsi, dans son écrasante majorité, dépassé la quarantaine, il est en revanche impossible de lui assigner un profil socioprofessionnel. Dans les premiers temps, les campagnes d'abonnement ont naïvement ciblé des publics que je croyais susceptibles d'un intérêt particulier pour le passé : avocats, notaires, médecins et enfin toutes personnes dont le métier touche à la mémoire (institutions et enseignement). Les résultats ont été médiocres. Vanité des préjugés. L'intérêt pour l'histoire est bien réparti dans la société. Les opérations de promotion ont vite gagné d'autres rivages passant par les réseaux sociaux, les distributions d'exemplaires devant des musées ou dans des manifestations publiques. L'une des opérations promotionnelles les plus efficaces a été l'envoi à toutes les anciennes élèves de la Source du numéro contenant un dossier sur cette école laïque de soins infirmiers, la plus ancienne du monde. Ainsi, aujourd'hui, le monde infirmier est bien mieux représenté dans le fichier des destinataires que celui du droit. De manière générale, la liste des professions représentées dans les abonnements est d'une joyeuse variété : ramoneur, conservatrice de musée, carrossier, enseignant, vigneronne... Les femmes constituent une petite majorité des quelque 2 700 personnes ayant contracté un abonnement à ce jour.

Ce lectorat varié détermine d'une certaine façon les sujets et les contenus selon le principe si souvent asséné, et par ailleurs discutable : « *qui paye, commande!* » Près de 97 % d'un budget annuel d'environ 240 000 francs provient du produit des abonnements. Les 3 % restants sont issus de la vente au numéro et des annonces publicitaires. Il en résulte que l'adhésion des abonnés est seule à même d'assurer la pérennité du titre.

Mais la diversité la plus grande règne parmi le lectorat, et ses attentes sont contradictoires. Comment y répondre? Après les tâtonnements initiaux, la réponse est venue, limpide, du courrier électronique d'une abonnée :

« *L'important est que le magazine soit varié.* »

Cette évidence est devenue la ligne éditoriale, avec quelques autres exigences de base : lisibilité,

construction du récit sur le mode journalistique et surtout exactitude des faits rapportés. Le nombre de contributrices et de contributeurs a dépassé les 120 en deux ans. Leur profil, leur formation, leurs intérêts, leurs professions sont multiples, tout comme leurs orientations politiques quand elles sont affichées. J'ai aussi tenté de couvrir toutes les périodes de l'histoire et toutes les régions de Suisse romande, même s'il a fallu tenir compte des contraintes de la réalité : parmi les personnes prêtes à contribuer, une forte majorité s'intéresse aux derniers siècles de notre histoire. Parmi les auteur-e-s, plusieurs enseignantes et enseignants du secondaire ont répondu présent. Près de 10 % des contributions portent leurs signatures.

## Sujets traités et préférences

Ce souci constant de la variété des sujets, des lieux, des époques, du ton et des points de vue contraste avec la structure assez rigide de chaque numéro. Invariablement riche de 36 pages, il s'ouvre sur un dossier qui en compte une dizaine, suit la balade historique puis une série d'articles plus courts appelés éclairages qui forment la rubrique la plus fournie. Le numéro se termine par l'actualité du passé, qui évoque les expositions, les publications et les événements en lien avec le passé et le patrimoine. Cette rigidité vise à faciliter la lecture comme la consultation.

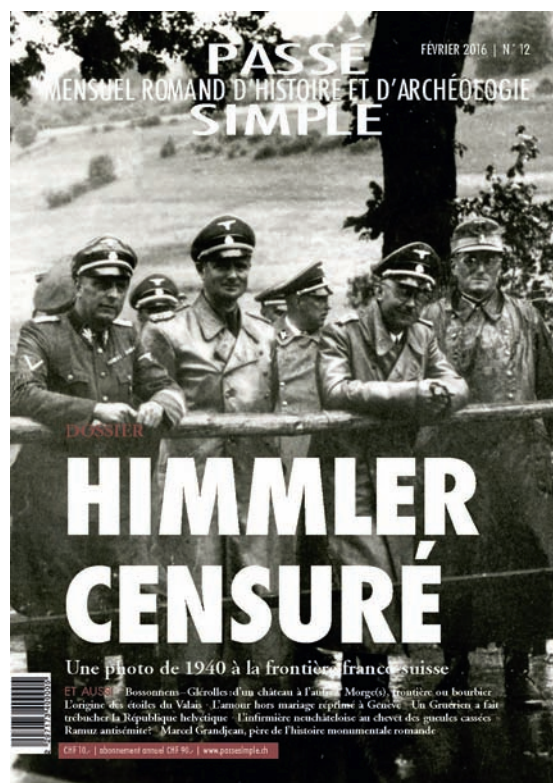
Il est un point où *Passé simple* n'applique pas la règle du « *qui paye commande* » : 60 % des personnes abonnées habitent le canton de Vaud. Or, ce canton n'abrite que 32 % de la population francophone de Suisse. La logique aurait commandé que 60 % de la surface rédactionnelle soit consacré au Pays de Vaud. Ce n'est de loin pas le cas : *Passé simple* s'efforce de parler de tous les cantons. C'est autant une volonté qu'une nécessité : pour être économiquement viable à terme, le mensuel doit se stabiliser au-dessus de 3 000 abonnements. Cette contrainte implique donc d'élargir le cercle. Cet élargissement devrait logiquement se réaliser dans les cantons où le taux de pénétration est plus faible.

Ne bénéficiant d'aucune subvention, *Passé simple* doit conquérir un public et le conserver. Il ne peut se contenter de cibler un seul type de lectorat, qu'il soit cantonal ou professionnel. C'est une des raisons pour laquelle il ne vise ni en particulier le

personnel enseignant ni à répondre directement à ses besoins spécifiques. Reste que c'est sans doute davantage dans un salon que dans un bureau qu'il faut le laisser traîner, quelle que soit la profession de la personne abonnée.



Ill. 1 : Couverture du *Passé simple* de novembre 2015.



Ill. 2 : Couverture du *Passé simple* de février 2016.

## L'auteur

Né en 1963, **Justin Favrod** a soutenu à l'Université de Lausanne une thèse en histoire ancienne sur l'histoire politique du royaume burgonde (443-534). Il devient ensuite journaliste dans divers médias, comme *Le Journal de Genève* et *La Gazette de Lausanne*, *La Liberté* et *24 Heures*. Il s'est spécialisé dans la couverture de la politique vaudoise. Il a également œuvré dans un état-major en tant que collaborateur personnel du conseiller d'État en charge des finances. En 2014, il crée *Passé simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie*.

[www.passesimple.ch](http://www.passesimple.ch)

## Résumé

Lancée en décembre 2014, la revue *Passé simple, mensuel romand d'histoire et d'archéologie* s'adresse aux personnes qui s'intéressent à l'histoire locale. En deux ans, il a rencontré une audience appréciable avec 2 700 abonnements contractés. En revanche, il est peu entré dans les écoles et dans les salles des maîtres. Il n'offre en effet pas de moyens d'enseignement directement utilisables et les sujets qu'il traite ne sont en général pas au programme. Il reste que *Passé simple* pourrait fournir des exemples concrets et locaux à des problématiques plus vastes traitées en classe.